



“Il n’est nullement question de faire gouverner la société par les femmes mais bien de savoir si elle ne serait pas mieux gouvernée par les hommes et par les femmes.”

John Stuart MILL

Une association pour  
ré-agir au féminin

## LES CRISES ET LES FEMMES : FENETRES D'EMANCIPATION OU MENACES DE REGRESSION

Colloque du 17 mai 2010- Hôtel de Ville de Lyon

Brève synthèse

*Cette synthèse reprend la thématique du colloque telle qu'annoncée lors de l'introduction faite par Michèle Vianès. Elle est loin d'être exhaustive, mais en attendant les actes qui reprendront l'intégralité des débats, il nous a paru opportun de faire ce compte-rendu.*

*Remerciements :* Ville de Lyon et **Gérard Collomb**, Sénateur-Maire, le **Service des droits des femmes et de l'égalité**, le Conseil économique et social de l'ONU, l'**Unifem**, Partenaires financiers, **Fiducial**, la **Mutualité française** et sa **section du Rhône**, la **Mutuelle existence**, Autres partenaires **Sciences-Po Lyon**, **Interp'elles**, le réseau des femmes d'EDF, **Jacques Dessange**, et les 2 grandes coordinations associatives dont fait partie Regards de Femmes, la **Clef**, au niveau national et le **LEF** au niveau Européen.

*[Excusés :* **Eric Woerth**, Ministre du travail, **Nadine Morano**, Secrétaire d'Etat, les parlementaires **Michèle André**, présidente de la délégation aux droits des femmes du Sénat, **Christiane Demontès** et **Elisabeth Lamure**, sénatrices du Rhône, **Marie-Jo Zimmermann**, Présidente de la délégation de l'AN aux droits des femmes **Pascale Crozon**, **André Gerin** et **Dominique Perben**, députés du Rhône],

### Introduction : Pourquoi ce colloque ? Qu'en attendons-nous ?

---

Ce colloque a lieu à la demande de Hanifa Mézoui, du **Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC)** en raison du choix du thème de débat de l'Ecosoc pour 2010 « **Les tendances et difficultés mondiales et nationales actuelles et leur incidence sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes** »

Il convient de relier la participation des femmes dans les secteurs économiques et financiers à la longue marche des femmes vers l'égalité en droits, devoirs et dignité avec les hommes. Le combat féministe, tel qu'orienté par Simone de Beauvoir : les principes républicains, issus de la Révolution Française, liberté, égalité, fraternité, laïcité concernent également les femmes. En France, mais aussi ailleurs. La France, seul pays dont la représentation officielle est Marianne, une femme émancipée.

Il revient donc naturellement à **Michelle Perrot** d'introduire notre réflexion.

Dans le contexte de crise économique et financière, la tentation de marginaliser les activités économiques des femmes, de les utiliser comme variable d'ajustement est grande.

Les politiques de récession, dites politiques d'ajustement du FMI, de l'UE, de l'OMC se traduisent par des coupes dans les services publics, notamment sociaux. Or les femmes sont majoritaires dans les effectifs des fonctions publiques (en France : 51% Fonction publique d'Etat, 60% dans la Territoriale, 75% dans l'Hospitalière). Les services publics à la petite enfance, l'aide aux femmes isolées en pâtissent (y compris en Suède dans les années 90, lors de l'ajustement).

### Ouverture du Colloque

Modératrice **Lisa Bron**, journaliste

**Thérèse Rabatel**, Adjointe au maire de Lyon, en charge des droits des femmes, ouvre le colloque. Actions mises en place par la ville de Lyon : implication de la ville auprès des associations dans leur lutte contre les stéréotypes « Tous égaux, les filles aussi », Bureau des temps articulation vie familiale/vie professionnelle/vie sociale, crèches à horaires aménagés, etc.

**Michèle Vianès**, Problématiques du colloque, présentation des tables rondes et des intervenants,  
**Hanifa Mézoui**, Par le choix du thème de haut débat, l'Ecosoc souhaite faire émerger la volonté politique des Etats de prendre en compte la dimension de genre.  
L'Ecosoc recherche des résultats concrets par des partenariats Nord/Sud, Ouest/Est entre société civile, Universités et institutions. Le rôle des ONG est indispensable.  
**Michelle Perrot**, Historienne « Guerres crises et émancipation des femmes »  
Recherches des historien/nes plutôt sur les guerres que sur les crises  
Crises et guerres entraînent des mutations de longue durée  
Pour la première fois, pendant la crise une réflexion critique féministe plus gestionnaire, plus informée à l'occasion de la crise actuelle. Esther Duflot mais également Sen et Stiglitz (prix Nobel) « l'enjeu est du côté des femmes »  
Politiquement l'insuffisance de la prise en compte des femmes dans la décision publique est notoire, les économistes auront-ils une vision de long terme plus raisonnable ?  
Ambivalence de la crise : souffrance et chance ? C'est une brèche Qu'en sortira-t-il ?

## Echanges avec le public

### Analyser la situation

---

La crise économique, financière et sociale actuelle est différente des récessions précédentes. Les femmes sont largement étrangères à son origine mais elles sont menacées d'en subir de manière disproportionnée les effets qui remettent en cause le modèle social européen.

Avant de chercher les solutions, il est indispensable d'analyser la situation, les problèmes actuels et leurs causes, avec une lecture qui prend en compte les rapports sociaux de sexe, ce qui est appelé communément le genre, par transposition du mot *gender* des Anglo-saxons.

Le monde bancaire est déséquilibré entre les *traders overdosés* à la testostérone ou à d'autres excitants et la faible présence des femmes dans le monde de la finance et de la spéculation : **Pas une seule femme** parmi les gouverneurs des **banques centrales** des États membres de l'UE, **une seule femme** parmi les six membres du conseil exécutif du Conseil d'administration de la **Banque centrale européenne**.

Les femmes ne sont pas des rentières, elles détiennent seulement 1% du patrimoine mondial, perçoivent 10% des revenus de la planète, on ne s'étonnera pas qu'elles représentent 70% des pauvres du monde (OMC 2009). Le visage de la pauvreté est féminin !

L'égalité entre femmes et hommes, principe de base de l'Union Européenne mais aussi ligne directrice des préconisations du Conseil de l'Europe est-elle réellement appliquée dans tous les pays et se traduit-elle par des politiques concrètes sur tout le continent, aussi bien dans l'UE que dans les ex Républiques de l'Union Soviétique ?

#### 1° Table ronde : Dimension de genre dans la crise économique et financière

Modérateur, **Régis Guillet**, journaliste

**Clémence Helfter**, au nom du groupe « Femmes et mixité » de la CGT. La crise que nous vivons pourrait bien être encore plus préjudiciable aux femmes que les crises passées, en raison des acquis : menace de régression des droits conquis et/ou stagnation dans ce qui reste à parcourir pour que les droits formels existants soient réellement exercés.

Les dépenses sociales contribuent à compenser les inégalités économiques et sociales entre les femmes et les hommes. Les diminuer toucherait avant tout les femmes qui constituent l'écrasante majorité des bas salaires.

**Jean-Pierre Gérard**, Président du Club des N°1 mondiaux français à l'exportation, Ancien membre du Conseil de la Politique Monétaire, **La crise économique est-elle une chance pour les femmes ?**

La richesse mondiale est de l'ordre de 200 000 milliards de dollars, alors que l'ensemble de l'endettement mondial représente 500 000 milliards de dollars. Cela signifie en clair il y a 300 000 milliards de dollars qui n'ont aucune contrepartie réelle ! La banque c'est le monde de l'irréalité, du virtuel, de l'absence de projet. Peu d'intérêt pour les femmes Le monde de l'entreprise qui est celui des projets réalisables et réalistes est mieux adapté à leur goût.

En 2000, nous avons organisé une série de colloques sur le management du XXI<sup>e</sup> siècle. Celui consacré au management au féminin, « le quotient féminin de l'entreprise » montrait que le pouvoir dans les entreprises dépend aujourd'hui de la capacité à faire travailler des gens ensemble et à pouvoir les comprendre. Cette évolution est favorable aux femmes.

La préférence des femmes pour la réalité, le concret et le respect des engagements sont des atouts essentiels dans la crise actuelle.

**Brigitte Triems, présidente du Lobby européen des femmes Pas d'issues sans les femmes !**

La crise est sexuée dans ses **caractéristiques** et dans ses **effets**. **Les femmes** représentent à elles seules la plus grande force de croissance économique de la planète. Elles ont contribué à l'expansion économique plus que les nouvelles technologies ou les marchés émergents de la Chine et de l'Inde combinés.

Il est indispensable d' :

- ✓ Elaborer de **politiques adaptées** qui associent les femmes dans les réponses apportées tant dans les **plans de relance** que dans les **phases de transition** qui s'ensuivent
- ✓ **Investir dans l'infrastructure sociale** pour alléger la charge qui pèse de façon disproportionnée sur les femmes afin de leur permettre de participer pleinement à tous les domaines de la vie économique, financière, sociale et politique.

**Patrice Robineau**, Conseiller spécial du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe de l'ONU  
Déjouer les risques et favoriser les opportunités pour la promotion de l'égalité entre hommes et femmes dans la sphère économique et sociale dans le cadre de la crise économique et financière actuelle.

Cibler les mesures à court terme pour éviter les trappes de pauvreté pour les femmes.

Chômage des migrants plus de transferts de salaires vers les pays d'origine (Europe de l'Est et République d'Asie)

Mesures très ciblées (tels les quotas dans les Conseils d'Administration), accompagnées de moyens administratifs et judiciaires d'application des mesures et d'évaluation.

Alliances entre ONU, ONG, Etats, société civile, Médias.

**Echanges avec le public**

**Des bonnes pratiques : Sorties de la crise par la présence des femmes dans les instances décisionnelles.**

---

Les experts parlent de critères sexo-spécifiques et montrent l'importance de l'activité économique des femmes pour la société dans son ensemble. Mais a-t-on vraiment besoin d'experts pour réaliser que se priver des ressources, des innovations scientifiques et techniques générées par la pleine participation des femmes à tous les niveaux professionnels est stupide.

Des experts parlent également de sortie intelligente de la crise par la participation des femmes à la prise de décision dans la sphère économique et financière. Mais attention au piège « Allo maman bobo ». Des parasites de casino cassent l'économie et on demanderait aux femmes de la soigner, les enfermant à nouveau dans le « care », hypocritement. Si elles y arrivent tant mieux, on pourra recommencer à casser les jouets. Si elles n'y arrivent pas, ce ne sont que de pauvres femmes, elles n'ont pas les qualités requises des requins.

**2° Table ronde : Réponses à la crise et dimension de genre**

*Régulée et animée par Gilles Pollet, directeur de Sciences-Po Lyon,*

**Béatrice Ouin, rapporteure de l'avis du Conseil économique et social européen**

Avis exprime le point d'équilibre entre les points de vue des employeurs, des travailleurs et des ONG.

L'entrée massive des femmes sur le marché du travail a profondément bouleversé l'organisation sociale, les modes de vie des familles, mais aussi la façon de produire et de consommer.

Les grandes conquêtes législatives sont derrière nous mais la réalité résiste aux lois.

Pour sortir de la crise :

- Remettre en cause les outils de calcul de cette croissance.
- Agir sur 3 axes : organisation du temps, la qualification des emplois de service à la personne et la mixité dans le monde professionnel

Terrain de l'égalité est l'identité de l'Europe, de sa différence avec la plupart des autres parties du monde, une différence dont elle peut s'enorgueillir, et qui est aujourd'hui un élément de son attractivité.

Après 40 ans d'efforts, en cette période de crise économique, il ne faut pas lever le pied mais au contraire profiter des changements pour appuyer sur l'accélérateur. Mixité des emplois, professionnalisation des emplois de service à la personne, temps pour la famille, l'avis du Comité propose ces trois pistes pour continuer à progresser sur le chemin de l'égalité des sexes. Parce qu'agir pour l'égalité, c'est agir pour l'emploi, pour davantage d'emplois, pour de meilleurs emplois.

**Anne-Sophie Panseri**, dans sa pratique professionnelle en tant que directrice de sociétés

Preuve concrète : les entreprises qui comptent des femmes dans leur équipe de direction ont de meilleurs résultats que celles qui n'en ont pas. Promouvoir la mixité, mixité des équipes de travail, des professions et des secteurs professionnels, des formations, mixité des postes de responsabilité.

Articulation temps professionnel/temps familial pour les femmes et pour les hommes à tous les postes et toutes les fonctions. Organisation du temps de travail permet la sortie des rôles sexués traditionnels et déculpabilise aussi bien les femmes que les hommes :

- souplesse des horaires mais bases fixes avec accord d'entreprises et avenant aux contrats
- plus d'horaires allongés ni de réunions tardives.

Association de femmes chefs d'entreprises, lien avec CGPME et MEDEF

**Clarisse Reille** Présidente de « Grandes écoles au féminin ». Dimension de genre dès l'orientation des filles comme des garçons Des rapports sociaux de sexe marqués par la possibilité pour les unes comme pour les autres d'exercer leurs talents en fonction de leurs aptitudes et de leurs goûts, sont le fondement d'une société harmonieuse et moderne. Briser le plafond de verre recrutement homogène, mais carrières différentes. Les femmes sont à la tête de petites équipes. Moins de 5% de femmes aux comités exécutifs

2/3 des hommes ne voient pas le problème. Les femmes ne réclament pas de promotion parce qu'elles sont moins ambitieuses dans l'accès aux responsabilités ou parce qu'elles croient qu'elles vont les obtenir naturellement.

Quotas indispensables dans les grands corps administratifs par le tour extérieur, ainsi que dans les institutions économiques CCI, Centres techniques, etc.

Le management doit évoluer, les jeunes générations ne vont pas accepter ces hiérarchies rigides.

**Cécile Sportis**, chargée de mission à l'égalité Femmes/Hommes à la Direction de la Mondialisation, du développement et des partenariats du MAEE.

La qualité du travail est proportionnelle au pourcentage des femmes dans l'entreprise.

Pour un développement durable de l'humanité, il faut agir sur :

- l'éducation des filles et des femmes, dans le tiers-monde pas d'Etat civil pour 15% des filles priorité de l'aide,
- la santé des femmes, en particulier investir dans la planification familiale et la santé maternelle et néonatale,
- l'accès des femmes au salariat. Refuser le « care », l'abus de microcrédits précarité et usure, passer au mésocrédit (5 00 à 30 000 €), vérifier que l'aide internationale arrive bien aux personnes concernées, en particulier dans les Etats corrompus qui n'arrivent pas aux personnes.

Laïcité pour éradiquer les traditions néfastes, imposées sous prétexte religieux, en s'appuyant sur la Déclaration Universelle des droits humains, la Convention CEDEF et la Plate-forme d'action de Pékin.

**Echanges avec le public**

3° Table ronde : **Femmes scientifiques du XXI° siècle : défis de l'innovation**

*Modérateur : Michel Deprost, journaliste*

Pour sortir de la crise, il est indispensable d'innover, de créer. Les femmes scientifiques du XXI° siècle, le réseau des femmes d'EDF Interp'elles, **Brigitte Bourquin**, **Magali Siutkowski**, **Anne-Lise Didierjean** Supelec au féminin et **Fanny Meunier** Directeur de Recherche CNRS, Institut des Sciences de l'Homme-Université LYON 2 à partir de leurs innovations aussi bien scientifiques, qu'au niveau des rapports dans l'entreprise ou de l'articulation des temps de vie ouvrent un magnifique champ des possibles.

**Echanges avec le public**

4° Table ronde **Partenariats, alliances, réseaux pour favoriser la dimension de genre comme issue de la crise économique et financière**

*Modératrice : Nicole Guillard, journaliste*

**Olga Trostiansky**, présidente de la Clef, secrétaire générale et co-fondatrice du Laboratoire de l'égalité Aux victoires acquises hier, devant incessamment être défendues, comme le droit à l'avortement, s'ajoute les **nouveaux combats** pour l'autonomisation des femmes par le travail et l'égalité professionnelle : les écarts de salaires, le temps partiel subi, le harcèlement au travail, la question des retraites, le congé parental...

**De nouvelles formes de militance et de nouveaux visages** : Les féministes, femmes et hommes, se structurent, travaillent en réseau, chercheur/es, associations, politiques, responsables d'entreprise et syndicats ont des combats communs à défendre dans le cadre de l'égalité femmes – hommes.

Le Laboratoire de l'égalité témoigne de cette volonté d'hommes et de femmes de porter ensemble une parole pour promouvoir l'égalité professionnelle. Cette plate-forme rassemble tous les acteurs (associations, réseaux de femmes, blogosphère, élus, syndicats, entreprises, chercheur/es, médias...) qui promeuvent le thème de l'égalité professionnelle afin de parler d'une seule et même voix pour influencer sur les orientations qui seront prises par les décideurs économiques et politiques.

Le laboratoire est intervenu sur le projet de réforme du congé parental, sur celui qui concerne les collectivités territoriales, dans le cadre du débat sur les retraites...

**Samia Benslama Letaief**, de l'Union générale tunisienne du travail et de l'Association des femmes Tunisiennes pour la Recherche sur le Développement (AFTRD)

Les femmes représentent 35% des adhérents de l'Organisation. La centrale syndicale affirme œuvrer au renforcement de la présence des femmes dans les divers postes de responsabilité, afin de consolider sa participation à l'action syndicale nationale mais les femmes ne sont pas présentes dans les postes de direction. Un grand fossé entre la législation du travail en Tunisie, plutôt positive, et la réalité.

L'Association des Femmes Tunisiennes AFTRD est une association scientifique, féminine, de recherche sur le développement pour :

- Promouvoir une réflexion critique et constructive sur la condition des femmes en Tunisie pour une participation effective au développement de la vie sociale, dans toutes ses dimensions, culturelle, économique et politique.
- Concevoir une réflexion critique et constructive sur la condition des femmes en Tunisie. Faire comprendre et sentir les freins et les obstacles qui limitent leur participation effective à la vie sociale, économique et publique avec la priorité à l'éducation, la santé, en particulier la santé maternelle et néonatale.
- Diffuser et développer la culture de l'égalité et de la citoyenneté effective des femmes l'égalité dans l'héritage.

**Laurence Gillois**, UNIFEM.

Sensibiliser les acteurs économiques et financiers en démontrant que pour les entreprises aussi, l'égalité est une bonne affaire,

Aider les entreprises à adapter leurs politiques/ pratiques existantes ou établir de nouvelles pratiques afin de favoriser la participation des femmes à tous les niveaux.

L'UNIFEM, en partenariat avec United Nation Global compact (plus de 8000 entreprises dans 137 pays) a défini 7 principes d'autonomisation des femmes :

1. Avoir une **direction favorable à l'égalité des sexes** au plus haut niveau des entreprises.
2. Traiter tous les hommes et les femmes de manière équitable au travail – respecter et appuyer les **droits humains et la non-discrimination**.
3. **Garantir la santé, la sécurité et le bien-être** des travailleurs des deux sexes.
4. Promouvoir **l'éducation, la formation et le développement professionnel** des femmes.
5. Mettre en œuvre **des pratiques permettant d'autonomiser les femmes** au niveau du développement des entreprises, de la chaîne logistique et du marketing
6. Promouvoir l'égalité grâce à des **initiatives communautaires et à la mobilisation**.
7. **Mesurer et publier des rapports** sur les progrès réalisés en faveur de l'égalité des sexes.

3 actions de suivi sont prévues en 2010 :

- Information ciblée aux entreprises (lettres aux CEO)
- Annonce de soutien lors du sommet des leaders du Pacte Mondial (24-25 juin 2010)
- Private Leaders Forum (20-22 septembre) – sommet des OMD, New York Nations-Unies

**Echanges avec le public**

---

## Conclusion

**Michèle Vianès** a dégagé quelques axes pour écarter les menaces de régression et élargir les fenêtres, en adressant auparavant un message de Madame **Elisabeth Tome Gerteinrichs**, chef du Service des droits des femmes et de l'égalité à l'Administration centrale des relations sociales, empêchée

## 1. Un fil directeur

Les défis du XXI<sup>e</sup> siècle ne peuvent être surmontés en ignorant ou en écartant la moitié de la force créatrice et d'innovation de l'humanité

Cette conquête, cette nouvelle frontière suppose de désintégrer les schémas traditionnels, les rôles sociaux, économiques et politiques assignés. Einstein disait « les préjugés sont plus difficiles à désintégrer que l'atome. »

Tout ce qui diversifie les accès aux métiers et aux activités économiques et de recherche pour les femmes est donc à promouvoir.

Exemples : Tout ce qui facilite l'accès des femmes aux nouvelles technologies, notamment de l'Internet est positif. En France mais aussi dans des pays aussi différents de nous que l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la proportion de femmes utilisant l'Internet pour des opérations bancaires est supérieure à celle des hommes. Oublié le temps où il fallait l'autorisation du mari pour ouvrir le compte bancaire de la femme ! L'initiation généralisée et précoce aux nouveaux modes des TIC est nécessaire.

De façon générale, il faut construire une organisation sociale positive au regard de la parité et de l'égalité femmes/hommes. Introduire une dimension de genre dans les analyses de la société et de l'Histoire, dans les propositions et conceptions des politiques, dans les revendications et les évaluations.

## 2. Des outils efficaces

**2.1.** Il faut prendre en compte le principe d'égalité/parité dans les politiques publiques, les politiques macro-économiques, notamment budgétaires, des retraites, des transferts, du marché du travail : de la conception ex ante à l'évaluation ex post.

On en est loin malgré quelques efforts (par exemple la budgétisation axée sur l'égalité des sexes, en Australie ou en Scandinavie). Cette prise en compte doit porter sur les dépenses, mais aussi sur les prélèvements, les recettes et les effets. Les plans « dits de stabilisation » à cet égard ne sont pas des progrès.

**2.2.** Les procédures d'évaluation ne peuvent, pas plus que les décisions, être laissées aux clubs des (vieux) mâles. Il y a 6 femmes à la Commission des finances de l'Assemblée Nationale sur 83 personnes. Aucune au bureau. Au Sénat 4 sur 43 !

Seule la parité dans toutes les instances décisionnelles pourra faire exploser ce qui n'est ni plancher de glu ni plafond de verre mais des blockhaus du système politique.

**2.3.** Le laboratoire de l'égalité présenté par Olga Trostiansky est également un outil à réaliser et à mettre en œuvre.

**2.4.** La politique scientifique mérite une attention particulière à 2 égards :

- Accès des femmes aux postes scientifiques de tous niveaux
- Objectifs de recherche liés à l'émancipation des femmes contre les obscurantistes (pilule contraceptive, découverte majeure pour les femmes et la démographie, mais pas de prix Nobel pour Pincus et Luis E. Miramontes)

**2.5.** Enfin, insistons sur la dimension francophone de nos combats. La conception républicaine issue de 1789 et de l'universalisme révolutionnaire ne doit certes pas s'appliquer uniquement dans l'espace francophone, mais avec les principes de liberté, égalité, fraternité et laïcité, elle correspond à nos repères forts et dynamiques.

Après l'étape du suffrage universel instauré en France par le Général de Gaulle, après les victoires sur les dictatures, après l'affirmation des droits sociaux et reproductifs, il reste à confirmer et prolonger nos principes républicains par la parité des conditions entre femmes et hommes.